

SERVICE PUBLIC FEDERAL JUSTICE

[C – 2015/09264]

21 MAI 2015. — Loi modifiant le Code judiciaire en ce qui concerne la désignation d'un séquestre (1)

PHILIPPE, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

La Chambre des représentants a adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. La présente loi règle une matière visée à l'article 74 de la Constitution.**Art. 2.** L'article 584, alinéa 5, 1^o, du Code judiciaire, abrogé par la loi du 30 juillet 2013, est rétabli dans la rédaction suivante :"1^o désigner des séquestres;"**Art. 3.** L'article 597 du même Code, modifié par la loi du 30 juillet 2013, est complété par les mots "dans les affaires qui relèvent de sa compétence".**Art. 4.** Dans la cinquième partie, titre premier, chapitre II, du même Code, il est inséré un article 1395/1 rédigé comme suit :

"Art. 1395/1. Le juge des saisies statue sur les demandes de désignation de séquestres dans les affaires qui relèvent de sa compétence. La demande de désignation d'un séquestre est introduite par requête unilatérale."

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du Sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 21 mai 2015.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Ministre de la Justice,
K. GEENS

Scellé du sceau de l'Etat :

Le Ministre de la Justice,
K. GEENS

Note

(1) Note

Chambre des représentants

(www.lachambre.be)

Documents : 54-0792 – 2014/2015

Compte-rendu intégral : 30 avril 2015.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST JUSTITIE

[C – 2015/09264]

21 MEI 2015. — Wet tot wijziging van het Gerechtelijk Wetboek wat de aanstelling van een sekwester betreft (1)

FILIP, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamer van volksvertegenwoordigers heeft aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 74 van de Grondwet.**Art. 2.** Artikel 584, vijfde lid, 1^o, van het Gerechtelijk Wetboek, opgeheven bij de wet van 30 juli 2013, wordt hersteld als volgt :"1^o sekwesters aanstellen;"**Art. 3.** Artikel 597 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wet van 30 juli 2013, wordt aangevuld met de woorden "in zaken die behoren tot zijn bevoegdheid".**Art. 4.** In het vijfde deel, titel I, hoofdstuk II, van hetzelfde Wetboek wordt een artikel 1395/1 ingevoegd, luidende :

"Art. 1395/1. De beslagrechter doet uitspraak over verzoeken tot aanstelling van sekwesters in zaken die behoren tot zijn bevoegdheid. Het verzoek tot aanstelling van een sekwester wordt ingediend bij eenzijdig verzoekschrift."

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 21 mei 2015.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Justitie,
K. GEENS

Met 's Lands zegel gezegeld :

De Minister van Justitie,
K. GEENS

Nota

(1) Nota

Kamer van volksvertegenwoordigers

(www.dekamer.be) :

Stukken : 54-0792 – 2014/2015

Integraal verslag : 30 april 2015.

SERVICE PUBLIC FEDERAL ECONOMIE,
P.M.E., CLASSES MOYENNES ET ENERGIE

[C – 2015/11227]

2 JUIN 2015. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 25 avril 2014 imposant certaines obligations en matière d'information lors de la commercialisation de produits financiers auprès des clients de détail

RAPPORT AU ROI

Sire,

Le projet qui Vous est soumis vise principalement à différer l'entrée en vigueur de certaines dispositions de l'arrêté royal du 25 avril 2014 imposant certaines obligations en matière d'information lors de la commercialisation de produits financiers auprès des clients de détail (ci-après, l'"AR transversal")

L'AR transversal impose certaines obligations d'information envers les clients de détail lors de la commercialisation à titre professionnel de produits financiers sur le territoire belge.

Plus particulièrement, le Titre 2 de cet arrêté impose l'établissement et la remise d'une fiche d'information aux clients de détail lors d'une telle commercialisation.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST ECONOMIE,
K.M.O., MIDDENSTAND EN ENERGIE

[C – 2015/11227]

2 JUNI 2015. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 25 april 2014 betreffende bepaalde informatieverplichtingen bij de commercialisering van financiële producten bij niet-professionele cliënten

VERSLAG AAN DE KONING

Sire,

Het ontwerp van koninklijk besluit dat U wordt voorgelegd, strekt er in hoofdzaak toe de inwerkingtreding van sommige bepalingen van het koninklijk besluit van 25 april 2014 betreffende bepaalde informatieverplichtingen bij de commercialisering van financiële producten bij niet-professionele cliënten (hierna "het transversaal KB") uit te stellen.

Het transversaal KB legt bepaalde informatieverplichtingen vast die ten aanzien van niet-professionele cliënten moeten worden nageleefd bij de beroepsmatige commercialisering van financiële producten op het Belgisch grondgebied.

Titel 2 van het transversaal KB legt meer specifiek de verplichting op om, bij die commercialisering, een informatiefiche op te stellen en die aan de niet-professionele cliënten over te leggen.

Le champ d'application et les objectifs poursuivis par l'AR transversal sont partiellement identiques à ceux du Règlement (UE) N° 1286/2014 du Parlement européen et du Conseil du 26 novembre 2014 sur les documents d'informations clés relatifs aux produits d'investissement packagés de détail et fondés sur l'assurance, communément désigné par l'appellation "PRIIPs". Ce Règlement a été publié le 9 décembre 2014 au Journal officiel de l'Union européenne.

Lors de l'adoption de l'AR transversal, le texte définitif de PRIIPs n'était pas encore arrêté. Conscients du risque que l'AR transversal contienne certaines dispositions incompatibles avec le futur règlement PRIIPs, les auteurs du projet d'AR transversal ont prévu que ce dernier n'entrerait en vigueur qu'un an après sa publication au *Moniteur belge*, soit le 12 juin 2015.

Ce délai assez long poursuivait, en réalité, deux objectifs (Rapport au Roi, C - 2014/11329, p. 44478) :

— Le premier objectif était de permettre aux entités concernées par l'arrêté d'adapter leur documentation et leurs procédures;

— Le second objectif était de permettre d'éventuelles adaptations du cadre réglementaire si la proposition de la Commission européenne portant sur un nouveau "document d'informations clés" pour les produits d'investissement de détail voyait le jour entre-temps et si le texte adopté comportait des dispositions qui s'avéraient incompatibles avec celles de l'AR transversal.

A l'heure actuelle, il est encore prématuré d'adapter le contenu de l'AR transversal afin de l'aligner sur celui du règlement PRIIPs étant donné que les mesures d'exécution de ce règlement n'ont pas encore été arrêtées.

Pour cette raison, et afin d'éviter que les entités concernées n'aient à modifier ultérieurement les modèles de fiche utilisés pour les aligner sur les exigences de PRIIPs - avec le risque de confusion qui pourrait en découler dans le chef des clients de détail - le présent projet propose de reporter momentanément l'entrée en vigueur des dispositions de l'AR transversal dont le contenu pourrait interférer avec celui de PRIIPs.

Concrètement, il est proposé de reporter l'entrée en vigueur des modèles de fiches d'information figurant en annexe de l'AR transversal mais aussi, plus généralement, de reporter l'entrée en vigueur de l'obligation même d'établir une fiche d'information et du régime qui s'y attache (à savoir le Titre 2 de l'arrêté). En effet, l'entité qui commercialise un produit pour lequel aucun modèle de fiche d'information n'est disponible est tenue d'établir une fiche dont le contenu doit respecter les exigences prescrites par l'AR transversal.

Si ce report semble justifié pour les produits financiers visés par PRIIPs, le projet étend également ce report dans le temps aux autres produits financiers qui ne sont pas visés par PRIIPs mais tombent néanmoins dans le champ d'application de l'AR transversal.

Cette approche se justifie par le fait que l'un des objectifs principaux de la fiche d'information est d'assurer une plus grande comparabilité entre les produits. Il semble donc opportun de reporter momentanément l'obligation d'établir une fiche pour l'ensemble des produits financiers afin d'assurer une meilleure comparabilité de l'ensemble de ceux-ci et de conserver ainsi une approche transversale en la matière.

En outre, ce report d'entrée en vigueur devrait également permettre de tenir compte de l'évolution d'autres initiatives européennes, notamment la proposition de révision de la directive sur l'intermédiation en assurance.

Par exception, le projet propose toutefois de maintenir l'obligation d'établir une fiche d'information lors de la commercialisation, auprès de clients de détail, de comptes d'épargne réglementés. En effet, à l'heure actuelle, la commercialisation de comptes d'épargne réglementés auprès de clients de détail est déjà soumise à une réglementation comparable à celle prévue par l'AR transversal, via l'arrêté royal du 18 juin 2013 imposant certaines obligations en matière d'information lors de la commercialisation de comptes d'épargne réglementés.

Le présent projet propose de maintenir temporairement en vigueur l'acquis du régime de fiche (appelé "document d'informations clés pour l'épargnant") prévu par l'arrêté royal précité (c'est-à-dire, en pratique, le Chapitre 2 de l'arrêté concerné).

Il convient de souligner que le report d'entrée en vigueur de l'obligation d'établir une fiche d'information conformément au Titre 2 de l'AR transversal aura pour effet indirect de suspendre, pour la même durée, le régime d'approbation préalable des publicités visé à l'article 26 de l'AR transversal (sans préjudice toutefois de l'application de

Het toepassingsgebied en de doelstellingen van het transversaal KB zijn deels identiek aan die van Verordening (EU) Nr. 1286/2014 van het Europees Parlement en de Raad van 26 november 2014 over essentiële-informatiedocumenten voor verpakte retailbeleggingsproducten en verzekeringsgebaseerde beleggingsproducten, die doorgaans wordt aangeduid met de benaming "PRIIP's-verordening". Die Verordening is op 9 december 2014 in het Publicatieblad van de Europese Unie gepubliceerd.

Bij de goedkeuring van het transversaal KB was de definitieve tekst van de PRIIP's-verordening nog niet vastgesteld. De auteurs van de ontwerp-tekst van het transversaal KB waren zich ervan bewust dat enkele bepalingen van die tekst onverenigbaar zouden kunnen zijn met de toekomstige PRIIP's-verordening, en hebben daarom bepaald dat het transversaal KB pas één jaar na de dag van de bekendmaking ervan in het *Belgisch Staatsblad* in werking zou treden, i.e. op 12 juni 2015.

Met die vrije lange termijn werden in werkelijkheid twee doelstellingen nagestreefd (verslag aan de Koning, C - 2014/11329, p. 44478):

— in de eerste plaats hebben de betrokken entiteiten zo de nodige tijd om hun documentatie en procedures aan te passen;

— in de tweede plaats wordt het zo mogelijk om eventuele aanpassingen aan het reglementaire kader aan te brengen als het voorstel van de Europese Commissie voor een nieuw "document met essentiële informatie" voor retailbeleggingsproducten ondertussen zou worden aangenomen en de goedgekeurde tekst bepalingen zou bevatten die overeenigbaar zouden zijn met die van het transversaal KB.

Op dit moment is het voorbarig om de inhoud van het transversaal KB aan te passen om die op de inhoud van de PRIIP's-verordening af te stemmen, aangezien de uitvoeringsmaatregelen van die verordening nog niet zijn vastgesteld.

Om die reden en om te voorkomen dat de betrokken entiteiten de door hen gebruikte model fiches later zouden moeten aanpassen om ze in overeenstemming te brengen met de vereisten van de PRIIP's-verordening - met het gevaar voor verwarring dat daaruit voor de niet-professionele cliënten zou kunnen voortvloeien - stelt deze ontwerp-tekst voor om de inwerkingtreding van de bepalingen van het transversaal KB, die inhoudelijk met de bepalingen van de PRIIP's-verordening zouden kunnen interfereren, tijdelijk uit te stellen.

In concreto wordt niet enkel voorgesteld om de inwerkingtreding van de modellen van informatiefiches als bijlage bij het transversaal KB uit te stellen, maar ook - meer algemeen - om de inwerkingtreding van de verplichting om een informatiefiche op te stellen, en de desbetreffende regeling (i.e. Titel 2 van het besluit) uit te stellen. De entiteit die een product commercialiseert waarvoor geen enkele informatiefiche beschikbaar is, is immers verplicht een fiche op te stellen waarvan de inhoud de in het transversaal KB vermelde vereisten naleeft.

Terwijl dit uitstel gerechtvaardigd lijkt voor de financiële producten die door de PRIIP's-verordening worden geïsoleerd, breidt het ontwerp dat uitstel in de tijd ook uit tot andere financiële producten die weliswaar niet door de PRIIP's-verordening worden geïsoleerd, maar toch onder de toepassing van het transversaal KB vallen.

Die benadering is gerechtvaardigd door het feit dat één van de belangrijkste doelstellingen van de informatiefiches erin bestaat een grotere vergelijkbaarheid tussen de producten te garanderen. Daarom lijkt het opportuun om de verplichte opstelling van een informatiefiche voor alle financiële producten tijdelijk uit te stellen, om zo een betere vergelijkbaarheid van al die producten te garanderen en ter zake een transversale benadering te handhaven.

Bovendien zou het door de uitgestelde inwerkingtreding ook mogelijk moeten worden rekening te houden met de evolutie van andere Europese initiatieven, inzonderheid het voorstel tot herziening van de verzekeringsbemiddelingsrichtlijn.

Bij wijze van uitzondering stelt de ontwerp-tekst echter het behoud voor van de verplichting om een informatiefiche op te stellen bij de commercialisering van geregelenteerde spaarrekeningen bij niet-professionele cliënten. Op dit moment is de commercialisering van geregelenteerde spaarrekeningen bij niet-professionele cliënten immers - door het koninklijk besluit van 18 juni 2013 waarbij bepaalde informatieverplichtingen worden opgelegd bij de commercialisering van geregelenteerde spaarrekeningen - al onderworpen aan een reglementering die vergelijkbaar is met de regeling die in het transversaal KB wordt uitgewerkt.

Dit ontwerp stelt een tijdelijke handhaving voor van de verworvenheden van de regeling inzake de informatiefiches (het zogenaamde "document met essentiële spaardersinformatie") als bedoeld in voornoemd koninklijk besluit (i.e. in de praktijk Hoofdstuk 2 van het betrokken besluit).

Er moet worden onderstreept dat het uitstel van de inwerkingtreding van de verplichting om een informatiefiche op te stellen conform Titel 2 van het transversaal KB onrechtstreeks tot gevolg zal hebben dat, gedurende dezelfde periode, ook de in artikel 26 van het transversaal KB bedoelde regeling met betrekking tot de voorafgaande goedkeuring

l'article 60 de la loi du 16 juin 2006, des articles 60, 65 à 70 de la loi du 3 août 2012 et des articles 225, 230 à 234 de la loi du 19 avril 2014 visée à l'article 26, § 1^{er}. L'article 26, § 1^{er}, de l'AR transversal prévoit en effet que chaque publicité doit être soumise à l'approbation préalable de la FSMA, sous la forme dans laquelle elle sera diffusée auprès des clients de détail, lorsqu'une fiche d'information doit être soumise à l'approbation de la FSMA conformément au titre 2. L'article 26, § 1^{er}, précité est cependant adapté afin de prévoir que le régime d'approbation préalable des publicités visé à l'article 26 de l'AR transversal est applicable lorsque la FSMA approuve un document d'informations clés pour l'épargnant établi conformément à l'arrêté royal du 18 juin 2013 imposant certaines obligations en matière d'information lors de la commercialisation de comptes d'épargne réglementés.

L'AR transversal impose également des exigences en termes de publicité lors de la commercialisation de produits financiers auprès de clients de détail (Titre 3 de l'arrêté).

Parmi ces exigences, l'AR transversal détermine le contenu minimum des publicités (Titre 3, Chapitre 3, section 2), notamment la mention d'un label. L'article 23 de l'AR transversal prévoit en outre l'obligation de reprendre dans la publicité des scénarios de performance établis conformément à l'article 4, § 5, de l'AR transversal.

PRIPs prévoit également l'obligation de faire apparaître, dans le document d'informations clés, un indicateur de risque et des scénarios de performance. Les dispositions concernées doivent toutefois encore être précisées par des normes techniques de réglementation dont le contenu n'est pas encore connu à ce stade.

L'obligation précitée vise le document d'informations clés et non la publicité dont PRIPs ne réglemente pas le contenu. Toutefois, l'article 9 de PRIPs précise que les communications commerciales relatives à des produits visés par ce règlement ne peuvent contenir aucun énoncé qui contredise les informations figurant dans le document d'informations clés.

Dès lors, pour pallier aux mêmes inconvénients que ceux évoqués à l'appui de la proposition de reporter l'entrée en vigueur du Titre 2 de l'AR transversal (supra), le présent projet propose de reporter également l'entrée en vigueur des dispositions de l'AR transversal imposant la mention, dans la publicité, d'un label et de scénarios de performance.

Par identité de motifs, le présent projet propose de suspendre l'entrée en vigueur de l'article 22, e), de l'AR transversal. Cet article impose diverses conditions pour pouvoir mentionner, dans les publicités, des rendements futurs (autres que les scénarios de performance susvisés) parmi lesquelles le fait que le rendement doit être exclusivement présenté au moyen d'un simulateur mis à la disposition des clients dans l'hypothèse où le rendement futur du produit est lié à l'évolution d'un ou plusieurs actifs, indices ou valeurs de référence. Imposer le développement d'un tel simulateur à ce stade pourrait sembler déraisonnable en l'absence de prévisibilité concernant le contenu des mesures d'exécution de PRIPs en la matière.

La date d'entrée en vigueur des autres dispositions du Titre 3 de l'AR transversal en matière de publicité demeure par contre inchangée, en ce compris pour les comptes d'épargne réglementés.

Dans le cas des comptes d'épargne réglementés, cette approche se justifie par la volonté de maintenir une approche transversale en matière de publicité. L'arrêté en projet maintient donc l'abrogation du Chapitre 3 de l'arrêté royal du 18 juin 2013 imposant certaines obligations en matière d'information lors de la commercialisation de comptes d'épargne réglementés, dans la mesure où ce chapitre contient les exigences actuellement applicables aux comptes d'épargne réglementés en termes de publicité.

Le présent projet propose cependant de modifier l'article 33, alinéa 2, de l'AR transversal afin de limiter dans le temps la possibilité de continuer à utiliser et diffuser après le 12 juin 2015, à l'attention de clients de détail, des publicités ne répondant pas aux exigences de l'AR transversal. Concrètement, le projet prévoit que les publicités dont la diffusion a commencé avant l'entrée en vigueur de l'AR transversal (soit le 12 juin 2015) et qui ne répondent pas aux exigences du Titre 3 de l'AR transversal ne peuvent plus être diffusées à l'attention des clients de détail à dater du 31 décembre 2015.

van reclame zal worden opgeschort (evenwel onverminderd de toepassing van artikel 60 van de wet van 16 juni 2006, de artikelen 60, 65 tot 70, van de wet van 3 augustus 2012 en de artikelen 225, 230 tot 234, van de wet van 19 april 2014 als bedoeld in artikel 26, § 1). Artikel 26, § 1, van het transversaal KB bepaalt immers dat elke reclame ter voorafgaande goedkeuring aan de FSMA moet worden voorgelegd in de vorm waarin zij aan de niet-professionele cliënten zal worden verspreid, ingeval overeenkomstig titel 2 een informatiefiche ter goedkeuring moet worden voorgelegd aan de FSMA. Voornoemd artikel 26, § 1, wordt echter zodanig aangepast dat de in artikel 26 van het transversaal KB bedoelde regeling inzake de voorafgaande goedkeuring van reclame van toepassing is wanneer de FSMA een document met essentiële spaardersinformatie goedkeurt dat conform het koninklijk besluit van 18 juni 2013 waarbij bepaalde informatieverplichtingen worden opgelegd bij de commercialisering van geregelde spaarrekeningen is opgesteld.

Het transversaal KB legt ook vereisten op met betrekking tot de reclame bij de commercialisering van financiële producten bij niet-professionele cliënten (Titel 3 van het besluit).

Zo bepaalt het transversaal KB de minimuminhoud van de reclame (Titel 3, Hoofdstuk 3, afdeling 2), inzonderheid de vermelding van een label. Artikel 23 van het transversaal KB voorziet bovendien in de verplichting om in de reclame prestatiescenario's te vermelden die conform artikel 4, § 5, van het transversaal KB zijn opgesteld.

De PRIP's-verordening voorziet ook in de verplichting om, in het essentiële-informatiedocument, een risico-indicator en prestatiescenario's op te nemen. De betrokken bepalingen moeten echter nog worden verduidelijkt aan de hand van de technische reguleringsnormen waarvan de inhoud in de huidige stand van zaken nog niet bekend is.

Voornoemde verplichting betreft het document met essentiële informatie en niet de reclame waarvan de inhoud niet door de PRIP's-verordening wordt gereguleerd. Artikel 9 van de PRIP's-verordening verduidelijkt echter dat marketingcommunicatie over producten die door die verordening worden geïndiceerd, geen uitspraken mag bevatten die in strijd zijn met de informatie in het essentiële-informatiedocument.

Om dezelfde nadelen te kunnen ondervangen als diegene die aan de basis liggen van het voorstel om de inwerkingtreding van Titel 2 van het transversaal KB uit te stellen (zie hierboven), stelt dit ontwerp voor om ook de inwerkingtreding van de bepalingen van het transversaal KB uit te stellen die de vermelding van een label en prestatiescenario's in de reclame opleggen.

Om dezelfde redenen stelt dit ontwerp voor om de inwerkingtreding van artikel 22, e), van het transversaal KB op te schorten. Dat artikel verbindt diverse voorwaarden aan de vermelding van het toekomstige rendement (andere dan voornoemde prestatiescenario's) in de reclame, waaronder het feit dat het rendement uitsluitend dient te worden weergegeven aan de hand van een simulator die ter beschikking wordt gesteld van de cliënten in de hypothese dat het toekomstige rendement van het product aan de evolutie van een of meer activa, indexen of referentiewaarden is gekoppeld. De ontwikkeling van zo'n simulator in dit stadium opleggen zou onzinnig kunnen lijken, omdat niet kan worden vooruitgelopen op de inhoud van de desbetreffende maatregelen tot uitvoering van de PRIP's-verordening.

De datum van inwerkingtreding van de overige bepalingen van Titel 3 van het transversaal KB in verband met reclame blijft daarentegen ongewijzigd, ook voor de geregelde spaarrekeningen.

Wat de geregelde spaarrekeningen betreft, is die aanpak gerechtvaardigd door de wil om - inzake reclame - een transversale aanpak te handhaven. Het ontwerpbesluit handhaaft dus de opheffing van Hoofdstuk 3 van het koninklijk besluit van 18 juni 2013 waarbij bepaalde informatieverplichtingen worden opgelegd bij de commercialisering van geregelde spaarrekeningen, in zoverre dat hoofdstuk de vereisten bevat die - inzake reclame - momenteel van toepassing op de geregelde spaarrekeningen.

Toch stelt dit ontwerp voor om artikel 33, tweede lid, van het transversaal KB te wijzigen met de bedoeling een beperking in de tijd te koppelen aan de mogelijkheid om, ten behoeve van niet-professionele cliënten, reclame die niet aan de vereisten van het transversaal KB voldoet, te blijven gebruiken en te blijven verspreiden na 12 juni 2015. Concreet bepaalt het ontwerp dat de reclame waarvan de verspreiding vóór de inwerkingtreding van het transversaal KB is aangevat (i.e. op 12 juni 2015) en die niet aan de vereisten van Titel 3 van het transversaal KB voldoet, vanaf 31 december 2015 niet meer onder de niet-professionele cliënten mag worden verspreid.

Enfin, le projet clarifie la portée de certaines dispositions de l'AR transversal sur des points d'ordre technique, rectifie quelques erreurs matérielles et adapte certaines dispositions de l'AR transversal pour tenir compte du projet d'entrée en vigueur de certains de ses articles.

Le projet clarifie notamment la portée de l'article 1^{er}, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, de l'AR transversal, en précisant que les dispositions de cet arrêté sont également applicables dans l'hypothèse où un émetteur (qu'il s'agisse ou non d'un établissement réglementé) commercialise lui-même les produits financiers qu'il a émis.

Cette précision est par ailleurs en ligne avec la définition du terme "fabricant" figurant à l'article 2, 12^o, de l'AR transversal et les précisions apportées dans le rapport au Roi (*Moniteur belge*, 12 juin 2014, page 44476).

Tel est l'objet du présent projet.

Nous avons l'honneur d'être,

Sire,
de Votre Majesté,
les très respectueux
et très fidèles serviteurs,

Le Ministre de l'Economie et des Consommateurs,
K. PEETERS

Le Ministre des Finances,
J. VAN OVERTVELDT

AVIS 57.554/2 DU 27 MAI 2015 DU CONSEIL D'ETAT, SECTION DE LEGISLATION, SUR UN PROJET D'ARRÊTE ROYAL MODIFIANT L'ARRÊTE ROYAL DU 25 AVRIL 2014 IMPOSANT CERTAINES OBLIGATIONS EN MATIÈRE D'INFORMATION LORS DE LA COMMERCIALISATION DE PRODUITS FINANCIERS AUPRÈS DE CLIENTS DE DETAIL'

Le 21 mai 2015, le Conseil d'Etat, section de législation, a été invité par le Vice-Premier Ministre et Ministre de l'Economie et des Consommateurs à communiquer un avis, dans un délai de cinq jours ouvrables, sur un projet d'arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 25 avril 2014 imposant certaines obligations en matière d'information lors de la commercialisation de produits financiers auprès des clients de détail'.

Le projet a été examiné par la deuxième chambre le 27 mai 2015.

La chambre était composée de Pierre LIENARDY, président de chambre, Martine BAGUET et Bernard BLERO, conseillers d'Etat, Christian BEHRENDT et Marianne DONY, assesseurs, et Bernadette VIGNERON, greffier.

Le rapport a été présenté par Jean-Luc PAQUET, premier auditeur.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Pierre LIÉNARDY.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 27 mai 2015.

Suivant l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 3^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, la demande d'avis doit spécialement indiquer les motifs qui en justifient le caractère urgent.

Le lettre s'exprime en ces termes :

« Het verzoek om spoedbehandeling is gemotiveerd door de noodzaak om de rechtsonzekerheid met betrekking tot de na te leven regels voor de betrokken ondernemingen weg te nemen. Bovendien dient er vanuit juridisch oogpunt op [toe gezien] te worden dat dit besluit in werking treedt vóór de inwerkingtreding van het koninklijk besluit dat het wijzigt om dit besluit zo snel mogelijk een nuttig effect te verlenen. Het initieel koninklijk besluit treedt reeds op 15 juni 2015 in werking.

Gelet op de talrijke instanties die om advies moesten gevraagd worden en het gegeven dat er nadien nog de nodige aanpassingen moesten worden gedaan om het koninklijk besluit zo veel mogelijk te laten aansluiten bij deze adviezen, was het niet mogelijk om dit koninklijk besluit eerder voor advies voor te leggen ».

Tot slot verduidelijkt het ontwerp de draagwijdte van technische aspecten van sommige bepalingen van het transversaal KB, corrigeert het enkele materiële fouten en past het sommige bepalingen van het transversaal KB aan om rekening te houden met het uitstel van de inwerkingtreding van bepaalde artikelen ervan.

Het ontwerp verduidelijkt met name de draagwijdte van artikel 1, § 1, eerste lid, van het transversaal KB, door te stellen dat de bepalingen van dat besluit ook van toepassing zijn wanneer een emittent (ongeacht of het daarbij al dan niet om een gereglementeerde instelling gaat) zelf de door hem uitgegeven financiële producten commercialiseert.

Die verduidelijking sluit overigens nauw aan bij de definitie van het begrip "fabrikant" in artikel 2, 12^o, van het transversaal KB en de desbetreffende verduidelijkingen in het verslag aan de Koning (*Belgisch Staatsblad*, 12 juni 2014, p. 44476).

Dat is het doel van dit ontwerp.

Wij hebben de eer te zijn,

Sire,
van Uwe Majesteit,
de zeer eerbiedige
en zeer getrouwe dienaars,

De Minister van Economie en Consumenten,
K. PEETERS

De Minister van Financiën,
J. VAN OVERTVELDT

ADVIES 57.554/2 VAN 27 MEI 2015 VAN DE RAAD VAN STATE, AFDELING WETGEVING, OVER EEN ONTWERP VAN KONINKLIJK BESLUIT TOT WIJZIGING VAN HET KONINKLIJK BESLUIT VAN 25 APRIL 2014 BETREFFENDE BEPAALDE INFORMATIEVERPLICHTINGEN BIJ DE COMMERCIALISERING VAN FINANCIËLE PRODUCTEN BIJ NIET-PROFESSIELE CLIËNTEN '

Op 21 mei 2015 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Vice-Eerste Minister en Minister van Economie en Consumenten verzocht binnen een termijn van vijf werkdagen een advies te verstrekken over een ontwerp van koninklijk besluit 'tot wijziging van het koninklijk besluit van 25 april 2014 betreffende bepaalde informatieverplichtingen bij de commercialisering van Financiële producten bij niet-professionele cliënten'.

Het ontwerp is door de tweede kamer onderzocht op 27 mei 2015.

De kamer was samengesteld uit Pierre LIENARDY, kamervoorzitter, Martine BAGUET en Bernard BLERO, staatsraden, Christian BEHRENDT en Marianne DONY, assessoren, en Bernadette VIGNERON, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Jean-Luc PAQUET, eerste auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Pierre LIÉNARDY.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 27 mei 2015.

Volgens artikel 84, § 1, eerste lid, 3^o, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State moeten in de adviesaanvraag in het bijzonder de redenen worden aangegeven tot staving van het spoedeisende karakter ervan.

In het onderhavige geval luidt die motivering in de brief aldus :

"Het verzoek om spoedbehandeling is gemotiveerd door de noodzaak om de rechtsonzekerheid met betrekking tot de na te leven regels voor de betrokken ondernemingen weg te nemen. Bovendien dient er vanuit juridisch oogpunt op [toe gezien] te worden dat dit besluit in werking treedt vóór de inwerkingtreding van het koninklijk besluit dat het wijzigt om dit besluit zo snel mogelijk een nuttig effect te verlenen. Het initieel koninklijk besluit treedt reeds op 15 juni 2015 in werking.

Gelet op de talrijke instanties die om advies moesten gevraagd worden en het gegeven dat er nadien nog de nodige aanpassingen moesten worden gedaan om het koninklijk besluit zo veel mogelijk te laten aansluiten bij deze adviezen, was het niet mogelijk om dit koninklijk besluit eerder voor advies voor te leggen ».

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 3^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations suivantes.

1. L'article 414 de la loi du 19 avril 2014 'relative aux organismes de placement collectif alternatifs et à leurs gestionnaires' a remplacé, dans l'intitulé de la loi du 3 août 2012 'relative à certaines formes de gestion collective de portefeuilles d'investissement', ces derniers mots par les suivants : « relative aux organismes de placement collectif qui répondent aux conditions de la Directive 2009/65/CE et aux organismes de placement en créances ».

C'est donc avec cet intitulé que cette loi du 3 août 2012 doit être mentionnée dans l'alinéa 3 du préambule.

2. La motivation de l'urgence figurant dans la demande d'avis ne correspond pas à celle mentionnée dans le préambule de l'arrêté en projet : il y a donc lieu de reproduire de manière exacte dans ce dernier la motivation de l'urgence telle qu'elle figure dans la demande d'avis, tout en veillant à corriger l'erreur concernant la date d'entrée en vigueur de l'« arrêté initial », censée se produire le 12 juin et non le 15 juin.

En effet, conformément à l'article 84, § 1^{er}, alinéa 2, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat,

« [L]orsque, par application de l'alinéa 1^{er}, 3^o, l'urgence est invoquée pour un avis sur un projet d'arrêté réglementaire, la motivation de l'urgence figurant dans la demande est reproduite dans le préambule de l'arrêté ».

Le Président,
P. LIÉNARDY

Le Greffier,
B. VIGNERON

2 JUIN 2015. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 25 avril 2014 imposant certaines obligations en matière d'information lors de la commercialisation de produits financiers auprès des clients de détail

PHILIPPE, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 2 août 2002 relative à la surveillance du secteur financier et aux services financiers, l'article 27, §§ 11 et 12, inséré par l'arrêté royal du 27 avril 2007 et modifié par l'arrêté royal du 3 mars 2011, l'article 28^{ter}, §§ 3 et 4, inséré par la loi du 2 juillet 2010 et remplacé par la loi du 30 juillet 2013, l'article 30^{bis}, inséré par la loi du 30 juillet 2013, l'article 45, § 2, remplacé par l'arrêté royal du 3 mars 2011 et modifié par la loi du 30 juillet 2013, et l'article 64, alinéa 3, modifié par l'arrêté royal du 3 mars 2011;

Vu la loi du 16 juin 2006 relative aux offres publiques d'instruments de placement et aux admissions d'instruments de placement à la négociation sur des marchés réglementés, les articles 57/1, inséré par la loi du 2 juillet 2010 et remplacé par la loi du 17 juillet 2013, et 58, § 4;

Vu la loi du 3 août 2012 relative aux organismes de placement collectif qui répondent aux conditions de la Directive 2009/65/CE et aux organismes de placement en créances, l'article 64, § 1^{er}, 1^o, modifié par la loi du 17 juillet 2013;

Vu la loi du 19 avril 2014 relative aux organismes de placement collectif alternatifs et à leurs gestionnaires, les articles 68, § 2, 116, § 2, 122, § 2, 126, § 3, 133, § 2, 149, 155, 162, 229, 496, § 2, 499, § 2;

Vu la loi du 4 avril 2014 relative aux assurances, les articles 28, 30 et 38;

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 3^o, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

1. Bij artikel 414 van de wet van 19 april 2014 'betreffende de alternatieve instellingen voor collectieve belegging en hun beheerders' zijn in het opschrift van de wet van 3 augustus 2012 'betreffende bepaalde vormen van collectief beheer van beleggingsportefeuilles' die laatste woorden vervangen door de volgende woorden : « betreffende de instellingen voor collectieve belegging die voldoen aan de voorwaarden van Richtlijn 2009/65/EG en de instellingen voor belegging in schuldvorderingen ».

Het is dan ook met dat opschrift dat die wet van 3 augustus 2012 moet worden vermeld in het derde lid van de aanhef.

2. De motivering van het spoedeisende karakter die opgegeven is in de adviesaanvraag stemt niet overeen met de motivering die wordt vermeld in de aanhef van het ontworpen besluit: de motivering van het spoedeisende karakter zoals die in de adviesaanvraag wordt opgegeven, dient dan ook juist te worden overgenomen in de aanhef en daarbij moet ervoor gezorgd worden dat de vergissing wordt rechtgezet wat de datum van inwerkingtreding betreft van het "initieel besluit", dat geacht wordt in werking te treden op 12 juni en niet op 15 juni.

Immers, luidens artikel 84, § 1, tweede lid, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State,

"[wordt, w]anneer met toepassing van het eerste lid, 3^o, om spoedbehandeling van een adviesaanvraag over een ontwerp van reglementair besluit wordt verzocht, [...] de motivering van het spoedeisende karakter, die in de aanvraag wordt opgegeven, in de aanhef van het besluit overgenomen".

De Voorzitter,
P. LIÉNARDY

De Griffier,
B. VIGNERON

2 JUNI 2015. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 25 april 2014 betreffende bepaalde informatieverplichtingen bij de commercialisering van financiële producten bij niet-professionele cliënten

FILIP, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 2 augustus 2002 betreffende het toezicht op de financiële sector en de financiële diensten, artikel 27, §§ 11 en 12, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 27 april 2007 en gewijzigd bij het koninklijk besluit van 3 maart 2011, artikel 28^{ter}, §§ 3 en 4, ingevoegd bij de wet van 2 juli 2010 en vervangen bij de wet van 30 juli 2013, artikel 30^{bis}, ingevoegd bij de wet van 30 juli 2013, artikel 45, § 2, vervangen bij het koninklijk besluit van 3 maart 2011 en gewijzigd bij de wet van 30 juli 2013, en artikel 64, derde lid, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 3 maart 2011;

Gelet op de wet van 16 juni 2006 op de openbare aanbidding van beleggingsinstrumenten en de toelating van beleggingsinstrumenten tot de verhandeling op een gereglementeerde markt, de artikelen 57/1, ingevoegd bij de wet van 2 juli 2010 en vervangen bij de wet van 17 juli 2013, en 58, § 4;

Gelet op de wet van 3 augustus 2012 betreffende de instellingen voor collectieve belegging die voldoen aan de voorwaarden van richtlijn 2009/65/EG en de instellingen voor belegging in schuldvorderingen, artikel 64, § 1, 1^o, gewijzigd bij de wet van 17 juli 2013;

Gelet op de wet van 19 april 2014 betreffende de alternatieve instellingen voor collectieve belegging en hun beheerders, de artikelen 68, § 2, 116, § 2, 122, § 2, 126, § 3, 133, § 2, 149, 155, 162, 229, 496, § 2, 499, § 2;

Gelet op de wet van 4 april 2014 betreffende de verzekeringen, de artikelen 28, 30 en 38;

Vu l'arrêté royal du 25 avril 2014 imposant certaines obligations en matière d'information lors de la commercialisation de produits financiers auprès des clients de détail;

Vu l'urgence motivée par la nécessité de mettre fin à l'insécurité juridique pour les entreprises concernées quant au respect des règles. En outre, sous l'angle juridique, il importe de veiller à ce que le présent arrêté entre en vigueur avant l'entrée en vigueur de l'arrêté royal qu'il modifie afin de pouvoir produire utilement ses effets dans les meilleurs délais. L'arrêté initial entre déjà en vigueur le 12 juin 2015. Vu le nombre important d'instances qui devaient être consultées et le fait qu'il a ensuite fallu apporter les adaptations nécessaires afin que l'arrêté royal soit, autant que possible, conforme à ces avis, il n'a pas été possible de soumettre le présent arrêté royal pour avis plus tôt;

Vu l'avis de l'Autorité des services et marchés financiers (FSMA), donné le 7 avril 2015;

Vu l'avis de la Banque nationale de Belgique, donné le 16 avril 2015;

Vu l'avis de la Commission des assurances, donné le 30 avril 2015;

Vu l'avis du Conseil de la consommation, donné le 23 avril 2015;

Vu l'avis de l'Office de Contrôle des mutualités et des unions nationales de mutualités, donné le 30 avril 2015;

Vu la consultation ouverte organisée par la FSMA du 27 mars 2015 au 17 avril 2015;

Vu l'avis 57.554/2 du Conseil d'Etat, donné le 27 mai 2015, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 3^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition du Ministre des Finances et du Ministre de l'Economie et des Consommateurs,

Nous avons arrêté et arrêtons :

TITRE 1^{er} — Modifications à l'arrêté royal du 25 avril 2014 imposant certaines obligations en matière d'information lors de la commercialisation de produits financiers auprès des clients de détail

Article 1^{er}. A l'article 1^{er} de l'arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1^o le paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, est remplacé par ce qui suit :

« Article 1^{er}. § 1^{er}. Le présent arrêté établit certaines obligations en matière d'information à respecter à l'égard des clients de détail lors de la commercialisation à titre professionnel de produits financiers sur le territoire belge, en ce compris la commercialisation de produits financiers émis par l'entité concernée. »;

2^o le paragraphe 1^{er}, alinéa 2, 2^o, est remplacé par ce qui suit :

« 2^o lorsque la commercialisation d'un produit financier déjà émis a lieu dans le cadre de la prestation d'un service de réception et de transmission d'ordres ou d'exécution d'ordres, au sens respectivement de l'article 46, 1^o, 1 et 2 de la loi du 6 avril 1995 relative au statut et au contrôle des entreprises d'investissement, lorsque celui qui le commercialise ne perçoit pas d'autre rémunération à l'occasion de la commercialisation que celle payée par le client de détail et qu'il n'effectue pas une offre visée à l'article 3, §§ 1^{er} ou 2, de la loi du 16 juin 2006, à l'article 3, 13^o, ou 5, § 1^{er}, de la loi du 3 août 2012, ou à l'article 3, 27^o, ou 5, § 1^{er}, de la loi du 19 avril 2014. ».

Art. 2. Dans l'article 2, les points 8^o et 9^o sont complétés par les mots : « ou, pour les dépôts d'épargne reçus par des établissements de crédit établis dans un autre Etat membre de l'Espace économique européen, les conditions analogues définies par les autorités similaires compétentes de l'autre Etat membre ».

Gelet op het koninklijk besluit van 25 april 2014 betreffende bepaalde informatieverplichtingen bij de commercialisering van financiële producten bij niet-professionele cliënten;

Gelet op het verzoek om spoedbehandeling, gemotiveerd door de noodzaak om de rechtsonzekerheid met betrekking tot de na te leven regels voor de betrokken ondernemingen weg te nemen. Bovendien dient er vanuit juridisch oogpunt op toe gezien te worden dat dit besluit in werking treedt vóór de inwerkingtreding van het koninklijk besluit dat het wijzigt om dit besluit zo snel mogelijk een nuttig effect te verlenen. Het initieel koninklijk besluit treedt reeds op 12 juni 2015 in werking. Gelet op de talrijke instanties die om advies moesten gevraagd worden en het gegeven dat er nadien nog de nodige aanpassingen moesten worden gedaan om het koninklijk besluit zo veel mogelijk te laten aansluiten bij deze adviezen, was het niet mogelijk om dit koninklijk besluit eerder voor advies voor te leggen;

Gelet op het advies van de Autoriteit voor Financiële Diensten en Markten (FSMA), gegeven op 7 april 2015;

Gelet op het advies van de Nationale Bank van België, gegeven op 16 april 2015;

Gelet op het advies van de Commissie voor Verzekeringen, gegeven op 30 april 2015;

Gelet op het advies van de Raad voor het Verbruik, gegeven op 23 april 2015;

Gelet op het advies van de Controledienst voor de ziekenfondsen en de landsbonden van ziekenfondsen, gegeven op 30 april 2015;

Gelet op de door de FSMA georganiseerde open raadpleging die liep van 27 maart 2015 tot 17 april 2015;

Gelet op advies 57.554/2 van de Raad van State, gegeven op 27 mei 2015, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 3^o, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Financiën en de Minister van Economie en Consumenten,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

TITEL 1 — Wijzigingen in het koninklijk besluit van 25 april 2014 betreffende bepaalde informatieverplichtingen bij de commercialisering van financiële producten bij niet-professionele cliënten

Artikel 1. In artikel 1 van voornoemd besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1^o paragraaf 1, eerste lid, wordt vervangen als volgt :

“Artikel 1. § 1. Dit besluit stelt bepaalde informatieverplichtingen vast die ten aanzien van niet-professionele cliënten moeten worden nageleefd bij de beroepsmatige commercialisering van financiële producten op het Belgisch grondgebied, inclusief de commercialisering van door de betrokken entiteit uitgegeven financiële producten.”;

2^o paragraaf 1, tweede lid, 2^o, wordt vervangen als volgt :

“2^o wanneer de commercialisering van een reeds uitgegeven financieel product gebeurt in het kader van een dienstverlening die bestaat uit het ontvangen en doorgeven van orders of het uitvoeren van orders, in de zin van respectievelijk artikel 46, 1^o, 1 en 2, van de wet van 6 april 1995 inzake het statuut van en het toezicht op de beleggingsondernemingen, in zoverre diegene die de commercialisering verricht, daarbij geen andere vergoeding ontvangt dan de door de niet-professionele cliënt betaalde vergoeding en hij geen aanbieding verricht in de zin van artikel 3, §§ 1 of 2, van de wet van 16 juni 2006, artikel 3, 13^o, of 5, § 1, van de wet van 3 augustus 2012, of artikel 3, 27^o, of 5, § 1, van de wet van 19 april 2014.”.

Art. 2. In artikel 2 worden de bepalingen onder 8^o en 9^o aangevuld met de woorden : “of, voor de spaardeposito's die zijn ontvangen door kredietinstellingen die in een andere lidstaat van de Europese Economische Ruimte zijn gevestigd, de analoge vereisten zoals vastgesteld door de gelijkwaardige bevoegde overheidsinstanties van de andere lidstaat”.

Art. 3. Dans l'article 9, § 1^{er}, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 1^{er}, les mots « par le fabricant, le distributeur réglementé ou l'intermédiaire réglementé, pour autant que ceux-ci soient en mesure d'émettre, de céder ou d'ouvrir les produits financiers concernés, ou par une personne agissant pour son compte, » sont insérés entre les mots « la commercialisation de produits financiers » et les mots « doit remplir les conditions fixées dans le présent titre »;

2° l'alinéa 1^{er} est complété par la phrase suivante : « Est présumée agir pour le compte des personnes susvisées, toute personne qui perçoit directement ou indirectement une rémunération ou un avantage à l'occasion de la commercialisation. »;

3° à l'alinéa 2, les mots « par les personnes susmentionnées » sont insérés entre les mots « sont diffusés » et les mots « auprès des clients de détail ».

Art. 4. Dans l'article 11, 5°, les mots « ou l'épargnant » sont insérés entre les mots « les informations clés pour l'investisseur » et les mots « ou dans toute autre information contractuelle ».

Art. 5. A l'article 12, § 1^{er}, 4°, les modifications suivantes sont apportées :

1° au littéra c), alinéa 1^{er}, les mots « , et une indication succincte des principaux risques » sont abrogés;

2° au littéra c), l'alinéa 3 est abrogé;

3° un littéra cbis) rédigé comme suit est inséré entre le littéra c) et le littéra d) : « une indication succincte des principaux risques et si le produit financier est directement ou indirectement exposé à un risque de crédit potentiel de plus de 35% sur une ou plusieurs entités spécifiques, l'identité et la solvabilité de cette ou ces entités sont mentionnées de manière bien visible; »;

4° le littéra d), est remplacé par ce qui suit : « d) un relevé de tous les frais et taxes mis à charge du client de détail, les frais étant, si cela s'avère techniquement possible, présentés de manière agrégée, sans préjudice des obligations de transparence qui découlent de l'article 27 de la loi du 2 août 2002 et de ses arrêtés d'exécution.

Dans la mesure où cela est techniquement possible, la publicité précise quelle part du montant versé par le client de détail est affectée aux frais d'achat, de souscription, d'adhésion à, d'acceptation de signature ou d'ouverture du produit financier; ».

Art. 6. Dans l'article 12, § 1^{er}, 6°, a), les mots « ou l'épargnant » sont insérés entre les mots « aux informations clés pour l'investisseur » et les mots « , précisant la nécessité pour ».

Art. 7. Dans l'article 14, § 1^{er}, les mots « visé à l'article 12, § 1^{er}, 4°, d) » sont remplacés par les termes « visé à l'article 12, § 1^{er}, 4°, c) ».

Art. 8. A l'article 17, alinéa 1^{er}, les modifications suivantes sont apportées :

1° au 3°, les mots « ou toute la période de commercialisation du produit » sont remplacés par les mots « ou toute la période depuis que le produit est proposé »;

2° au 6°, les mots « , telles que visées aux 4° et 5°, » sont abrogés;

3° le 10° est abrogé et remplacé par ce qui suit : « l'information précise la base de calcul des rendements. ».

Art. 9. A l'article 20, les modifications suivantes sont apportées :

1° Le § 1^{er} est remplacé par ce qui suit : « L'évolution de la valeur ou du prix du produit peut être présentée au moyen d'un graphique couvrant les cinq dernières années ou toute la période depuis que le produit est proposé si cette période est inférieure à cinq ans, ou couvrant une période plus longue. »;

Art. 3. In artikel 9, § 1, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid worden de woorden "door de fabrikant, de gereguleerde distributeur of de gereguleerde tussenpersoon, in zoverre zij in staat zijn de betrokken financiële producten uit te geven, over te dragen of te openen, of door een persoon die voor zijn rekening handelt," ingevoegd tussen de woorden "de commercialisering van financiële producten" en de woorden "wordt verspreid bij niet-professionele cliënten";

2° het eerste lid wordt aangevuld met de volgende zin : "Eenieder die naar aanleiding van de commercialisering rechtstreeks of onrechtstreeks een vergoeding of een voordeel ontvangt, wordt geacht voor rekening van voornoemde personen te handelen.;"

3° in het tweede lid, worden de woorden "door de bovenvermelde personen" ingevoegd tussen de woorden "bij de commercialisering van financiële producten" en de woorden "worden verspreid bij niet-professionele cliënten".

Art. 4. In artikel 11, 5°, worden de woorden "de essentiële beleggersinformatie," vervangen door de woorden "de essentiële informatie voor de belegger of de spaarder,".

Art. 5. In artikel 12, § 1, 4°, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in de bepaling onder c), eerste lid, worden de woorden "en een beknopte aanduiding van de belangrijkste risico's" opgeheven;

2° in de bepaling onder c), wordt het derde lid opgeheven;

3° tussen de bepaling onder c) en de bepaling onder d) wordt een bepaling onder cbis) ingevoegd, luidende : "een beknopte aanduiding van de belangrijkste risico's en, als het financieel product rechtstreeks of onrechtstreeks wordt blootgesteld aan een mogelijk kredietrisico van meer dan 35% op één of meerdere specifieke entiteiten, worden de identiteit en de kredietwaardigheid van die entiteit(en) op prominente wijze vermeld;";

4° de bepaling onder d) wordt vervangen als volgt : "d) een overzicht van alle kosten en taksen ten laste van de niet-professionele cliënt, waarbij die kosten, indien technisch mogelijk, geaggregeerd worden voorgesteld, onverminderd de transparantieplichtingen die voortvloeien uit artikel 27 van de wet van 2 augustus 2002 en haar uitvoeringsbepalingen.

Indien technisch mogelijk, verduidelijkt de reclame welk deel van het door de niet-professionele cliënt gestorte bedrag betrekking heeft op de kosten van de aankoop van, de inschrijving op, de toetreding tot, de aanvaarding van, de ondertekening van of de opening van het financieel product;".

Art. 6. In artikel 12, § 1, 6°, a), worden de woorden "de essentiële beleggersinformatie," vervangen door de woorden "de essentiële informatie voor de belegger of de spaarder,".

Art. 7. In artikel 14, § 1, worden de woorden "als bedoeld in artikel 12, § 1, 4°, d)" vervangen door de woorden "als bedoeld in artikel 12, § 1, 4°, c)".

Art. 8. In artikel 17, eerste lid, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in de bepaling onder 3° worden de woorden "of over de gehele periode waarin het product wordt gecommuniceerd" vervangen door de woorden "of over de gehele periode waarin het product wordt aangeboden";

2° in de bepaling onder 6° worden de woorden "als bedoeld in 4° en 5°" opgeheven;

3° de bepaling onder 10° wordt opgeheven en vervangen als volgt : "de informatie verduidelijkt de berekeningsbasis van de rendementscijfers.".

Art. 9. In artikel 20 worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° paragraaf 1 wordt vervangen als volgt : "De evolutie van de waarde of de prijs van het product kan worden voorgesteld via een grafiek over de laatste vijf jaar of over de gehele periode waarin het product wordt aangeboden, indien deze periode korter is dan vijf jaar, dan wel over een langere periode.";

2° au § 3, les mots « visées à l'article 17, 6° à 10° » sont remplacés par les mots « visées à l'article 17, 6° à 9° ».

Art. 10. A l'article 26, les modifications suivantes sont apportées :

1° Au § 1^{er}, les mots « lorsqu'une fiche d'information doit être soumise à l'approbation de la FSMA conformément au titre 2 » sont remplacés par les mots « lorsqu'une fiche d'information ou un document d'informations clés pour l'investisseur ou l'épargnant doit être soumis(e) à l'approbation de la FSMA. »;

2° Le § 2 devient l'alinéa 3 du § 1^{er};

3° Le § 3 devient le § 2;

4° Le § 4 devient le § 3.

Art. 11. L'article 27 est remplacé par ce qui suit :

« Art. 27. A l'article 8 de l'arrêté royal du 14 novembre 2003 relatif à l'activité d'assurance sur la vie, tel qu'inséré par l'arrêté royal du 10 juin 2004 et modifié par l'arrêté royal du 21 avril 2007, les paragraphes 5 et 6 sont abrogés. ».

Art. 12. L'article 28 est remplacé par ce qui suit :

« Art. 28. A l'article 72, § 2, du même arrêté, tel que modifié par l'arrêté royal du 21 avril 2007, le 13° est remplacé par ce qui suit : « 13° pour chaque fonds d'investissement en valeurs mobilières, la classe de risque dont il relève, établie conformément à l'article 8 du règlement n° 583/2010 de la Commission du 1^{er} juillet 2010 mettant en oeuvre la Directive 2009/65/CE du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne les informations clés pour l'investisseur et les conditions à remplir lors de la fourniture des informations clés pour l'investisseur ou du prospectus sur un support durable autre que le papier ou au moyen d'un site web ». ».

Art. 13. L'article 30 est remplacé par ce qui suit :

« Art. 30. § 1^{er}. Les articles 35, alinéa 2, 36, 37, §§ 1^{er} et 2, alinéa 1^{er}, 38, 40, 41, 42, alinéa 1^{er}, 43, 45 et 219, § 3, ainsi que l'annexe B, section I^{re}, partie 1. Publicité, de l'arrêté royal du 12 novembre 2012 relatif à certains organismes de placement collectif publics sont abrogés.

§ 2. La phrase liminaire de l'article 219, § 2, alinéa 1^{er} du même arrêté est remplacée par ce qui suit : « § 2. Les articles 35, 39, 42, alinéas 2 et 3, 44 et 46 s'appliquent par analogie : »

§ 3. L'article 223, § 1^{er}, alinéa 1^{er} du même arrêté est remplacé par ce qui suit : « § 1^{er}. Les articles 29 à 35, 37, § 2, 39, 42, alinéas 2 et 3, 44 et 46, relatifs au prospectus et aux informations clés pour l'investisseur concernant l'offre publique de parts ainsi qu'aux documents relatifs à l'offre publique de parts, sont applicables, sauf dérogation accordée par la FSMA. ».

Art. 14. Dans le point 5, a), de l'annexe B, section I^{re}, partie 2, Rapports périodiques, de l'arrêté royal du 12 novembre 2012 relatif à certains organismes de placement collectif publics, tel qu'il sera modifié à compter de l'entrée en vigueur de l'article 31 de l'arrêté royal du 25 avril 2014 imposant certaines obligations en matière d'information lors de la commercialisation de produits financiers auprès des clients de détail, les mots « et que les rendements passés peuvent être trompeurs » sont abrogés.

Art. 15. L'article 32 est remplacé par ce qui suit :

« Art. 32. Le Chapitre 3 de l'arrêté royal du 18 juin 2013 imposant certaines obligations en matière d'information lors de la commercialisation de comptes d'épargne réglementés, tel que modifié par l'arrêté royal du 21 décembre 2013, est abrogé. ».

Art. 16. A l'article 33, les modifications suivantes sont apportées :

1° l'alinéa 1^{er} devient le paragraphe 1^{er};

2° in paragraaf 3, worden de woorden "als bedoeld in artikel 17, 6° tot 10°" vervangen door de woorden "als bedoeld in artikel 17, 6° tot 9°".

Art. 10. In artikel 26 worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in paragraaf 1 worden de woorden "ingeval overeenkomstig titel 2 een informatiefiche ter goedkeuring moet worden voorgelegd aan de FSMA" vervangen door de woorden "ingeval een informatiefiche of een document met essentiële beleggers- of spaardersinformatie ter goedkeuring moet worden voorgelegd aan de FSMA.";

2° paragraaf 2 wordt het derde lid van paragraaf 1;

3° paragraaf 3 wordt paragraaf 2;

4° paragraaf 4 wordt paragraaf 3.

Art. 11. Artikel 27 wordt vervangen als volgt :

"Art. 27. In artikel 8 van het koninklijk besluit van 14 november 2003 betreffende de levensverzekeringsactiviteit, als ingevoegd bij koninklijk besluit van 10 juni 2004 en gewijzigd bij koninklijk besluit van 21 april 2007, worden de paragrafen 5 en 6 opgeheven."

Art. 12. Artikel 28 wordt vervangen als volgt :

"Art. 28. In artikel 72, § 2, van hetzelfde besluit, als gewijzigd bij het koninklijk besluit van 21 april 2007, wordt de bepaling onder 13° vervangen als volgt : "13° voor elk beleggingsfonds in effecten, de risicoklasse waartoe het behoort, opgesteld overeenkomstig artikel 8 van Verordening nr. 583/2010 van de Commissie van 1 juli 2010 tot uitvoering van Richtlijn 2009/65/EG van het Europees Parlement en de Raad wat betreft essentiële beleggersinformatie en de voorwaarden waaraan moet worden voldaan als de essentiële beleggersinformatie of het prospectus op een andere duurzame drager dan papier of via een website worden verstrekt"."

Art. 13. Artikel 30 wordt vervangen als volgt :

"Art. 30. § 1. De artikelen 35, tweede lid, 36, 37, §§ 1 en 2, eerste lid, 38, 40, 41, 42, eerste lid, 43, 45 en 219, § 3, en bijlage B, afdeling I, deel 1. Publiciteit, van het koninklijk besluit van 12 november 2012 met betrekking tot bepaalde openbare instellingen voor collectieve belegging, worden opgeheven.

§ 2. De inleidende zin van artikel 219, § 2, eerste lid, van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt : "§ 2. De artikelen 35, 39, 42, tweede en derde lid, 44 en 46 zijn naar analogie toepasselijk op :"

§ 3. Artikel 223, § 1, eerste lid, van hetzelfde koninklijk besluit wordt vervangen als volgt : "§ 1. De artikelen 29 tot 35, 37, § 2, 39, 42, tweede en derde lid, 44 en 46 inzake het prospectus en de essentiële beleggersinformatie over het openbaar aanbod van rechten van deelneming en stukken met betrekking tot het openbaar aanbod van rechten van deelneming zijn van toepassing, tenzij de FSMA een afwijking van deze artikelen toestaat."

Art. 14. In punt 5, a), van bijlage B, afdeling I, deel 2, Periodieke verslagen, van het koninklijk besluit van 12 november 2012 met betrekking tot bepaalde openbare instellingen voor collectieve belegging, zoals dat zal worden gewijzigd bij de inwerkingtreding van artikel 31 van het koninklijk besluit van 25 april 2014 betreffende bepaalde informatieverplichtingen bij de commercialisering van financiële producten bij niet-professionele cliënten worden de woorden "en voor het feit dat rendementscijfers uit het verleden misleidend kunnen zijn" opgeheven.

Art. 15. Artikel 32 wordt vervangen als volgt :

"Art. 32. Hoofdstuk 3 van het koninklijk besluit van 18 juni 2013 waarbij bepaalde informatieverplichtingen worden opgelegd bij de commercialisering van gereguleerde spaarrekeningen, als gewijzigd bij het koninklijk besluit van 21 december 2013, wordt opgeheven."

Art. 16. In artikel 33 worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het eerste lid wordt de eerste paragraaf;

2° l'alinéa 2, qui devient le paragraphe 3, est remplacé par ce qui suit : « § 3. Par dérogation au § 1^{er}, les dispositions du titre 3 ne sont pas applicables aux publicités et autres documents et avis dont la diffusion a commencé avant la date prévue au § 1^{er} et ce, jusqu'au 31 décembre 2015 inclus. »;

3° un paragraphe 2, rédigé comme suit, est inséré entre l'alinéa 1^{er} qui devient le paragraphe 1^{er} et l'alinéa 2 qui devient le paragraphe 3 : « § 2. Par dérogation au § 1^{er}, les dispositions suivantes du présent arrêté entrent en vigueur à une date à fixer par Nous :

- a) les dispositions du titre 2;
- b) les articles 10, 12, § 1^{er}, 4°, c), 14, 22, e), et 23;
- c) les Annexes A et B. ».

TITRE 2 — Entrée en vigueur et dispositions diverses

Art. 17. Le présent arrêté entre en vigueur le 10 juin 2015.

Art. 18. Le ministre qui a les Finances dans ses attributions et le ministre qui a l'Economie et les Consommateurs dans ses attributions sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 2 juin 2015.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Ministre des Finances,
J. VAN OVERTVELDT

Le Ministre de l'Economie et des Consommateurs,
K. PEETERS

2° het tweede lid, dat de derde paragraaf wordt, wordt vervangen als volgt : "§ 3. In afwijking van paragraaf 1 zijn de bepalingen van titel 3 niet van toepassing op de reclame en andere documenten en berichten waarvan de verspreiding is aangevat vóór de in de eerste paragraaf bedoelde datum en dit tot en met 31 december 2015.";

3° tussen het eerste lid dat paragraaf 1 wordt, en het tweede lid dat paragraaf 3 wordt, wordt een paragraaf 2 ingevoegd, luidende : "§ 2. In afwijking van paragraaf 1, treden de volgende bepalingen van dit besluit in werking op een door Ons te bepalen datum :

- a) de bepalingen van titel 2;
- b) de artikelen 10, 12, § 1, 4°, c), 14, 22, e), en 23;
- c) de Bijlagen A en B."

TITEL 2 — Inwerkingtreding en diverse bepalingen

Art. 17. Dit besluit treedt in werking op 10 juni 2015.

Art. 18. De minister bevoegd voor Financiën en de minister bevoegd voor Economie en Consumenten zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 2 juni 2015.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Financiën,
J. VAN OVERTVELDT

De Minister van Economie en Consumenten,
K. PEETERS

AGENCE FEDERALE POUR LA SECURITE DE LA CHAINE ALIMENTAIRE

[C - 2015/18176]

22 MAI 2015. — Arrêté ministériel modifiant l'arrêté royal du 18 juin 2014 portant des mesures en vue de la prévention des maladies du porc à déclaration obligatoire

Le Ministre de l'Agriculture,

Vu la loi du 24 mars 1987 relative à la santé des animaux, les articles 8, 1°, 9, 2°, 3° et 4°, 15, 2° modifié par la loi du 1^{er} mars 2007, et 18bis, alinéa 1^{er} inséré par la loi du 29 décembre 1990 et modifié par la loi du 1^{er} mars 2007;

Vu l'arrêté royal du 18 juin 2014 portant des mesures en vue de la prévention des maladies du porc à déclaration obligatoire, l'article 2, alinéa 2, 1°;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 9 décembre 2014;

Vu la concertation entre les Gouvernements régionaux et l'Autorité fédérale du 20 janvier 2015;

Vu l'avis 57.141/3 du Conseil d'Etat, donné le 12 mars 2015 en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973,

Arrête :

Article unique. Dans l'arrêté royal du 18 juin 2014 portant des mesures en vue de la prévention des maladies du porc à déclaration obligatoire, l'annexe 1^{re} est remplacée par l'annexe jointe au présent arrêté.

Bruxelles, le 22 mai 2015.

W. BORSUS

FEDERAAL AGENTSCHAP VOOR DE VEILIGHEID VAN DE VOEDSELKETEN

[C - 2015/18176]

22 MEI 2015. — Ministerieel besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 18 juni 2014 houdende maatregelen ter voorkoming van aangifteplichtige varkensziekten

De Minister van Landbouw,

Gelet op de diergezondheidswet van 24 maart 1987, de artikelen 8, 1°, 9, 2°, 3° en 4°, 15, 2° gewijzigd bij de wet van 1 maart 2007, en 18bis, eerste lid ingevoegd bij de wet van 29 december 1990 en gewijzigd bij de wet van 1 maart 2007;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 juni 2014 houdende maatregelen ter voorkoming van aangifteplichtige varkensziekten, artikel 2, tweede lid, 1°;

Gelet op het advies van de inspecteur van Financiën, gegeven op 9 december 2014;

Gelet op het overleg tussen de Gewestregeringen en de Federale overheid van 20 januari 2015;

Gelet op het advies 57.141/3 van de Raad van State, gegeven op 12 maart 2015, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973,

Besluit :

Enig artikel. In het koninklijk besluit van 18 juni 2014 houdende maatregelen ter voorkoming van aangifteplichtige varkensziekten wordt de bijlage 1 vervangen door de bijlage bijgevoegd bij dit besluit.

Brussel, 22 mei 2015.

W. BORSUS